

EMPLOI, ARGENT : REPRENONS LE POUVOIR

A cent jours à peine de la fin de son mandat, le président Sarkozy semble découvrir que les questions sociales sont au cœur des préoccupations quotidiennes des Français. Il fait comme s'il n'avait, depuis 5 ans, aucune responsabilité dans la destruction de centaines de milliers d'emplois, comme actuellement avec Seafrance ou, en 2007, à Gandrange en Moselle. Il est le premier licencié de France avec les suppressions de postes dans la Fonction publique.

TVA « anti-sociale »

Il s'agirait de réduire les cotisations sociales patronales et d'augmenter la TVA pour financer le manque à gagner de la protection sociale. Ce transfert du financement social sur l'impôt, au lieu de sa mutualisation à partir des profits des entreprises, est prôné au nom de la compétitivité.

En fait, les baisses de cotisations sociales patronales (30 milliards d'euros en 2010) déresponsabilisent socialement les entreprises. Les profits supplémentaires vont aux placements financiers contre l'emploi : 308,8 milliards d'euros de revenus financiers des entreprises l'an dernier ; 500 000 emplois industriels détruits depuis 2000 ; déficit commercial de la France de 75 milliards d'euros en 2011 ! La TVA, impôt sur la consommation d'autant plus lourd pour les foyers que leur revenu est modeste, freinera encore plus la consommation et, donc, la croissance, incitant encore plus à délocaliser.

Ce n'est pas aux « charges sociales » des entreprises (145 milliards en 2010), utiles pour la promotion des capacités humaines et à la protection sociale, qu'il faut s'attaquer pour accroître l'efficacité économique, mais aux charges financières du crédit et aux dividendes (297,3 milliards).

Le PCF appelle à une mobilisation nationale pour l'emploi, les salaires, la protection sociale lors de la manifestation syndicale du Mercredi 18 Janvier 2012 à 12 h 30 devant la Préfecture d'AVIGNON

Dans ses vœux du 31 décembre, Nicolas Sarkozy a annoncé un Sommet social pour le 18 janvier. En réalité, il veut imposer une TVA prétendument sociale, pourtant rejetée par 64 % des Français, et projette de conditionner l'indemnisation des chômeurs à d'obscurs plans de formation.

Lui qui a refusé d'entendre la voix des millions de salariés, du public comme du privé, en lutte pour le maintien du droit à la retraite à 60 ans, a distribué des centaines de millions d'euros d'argent public qui sont allés droit dans les poches des actionnaires. Sa politique au service des marchés financiers, des spéculateurs et du grand patronat a provoqué une aggravation historique du chômage et de la précarité. Au lieu de s'attaquer au « coût » du travail, il ferait mieux de s'attaquer aux 318 milliards d'euros versés par les sociétés non financières en intérêts aux banques et en dividendes aux actionnaires.



201

2 doit être l'année de la défaite de Sarkozy et de son clan !



INDUSTRIE : DES EMPLOIS SACRIFIES SUR L'AUTEL DU PROFIT

Continental Nutrition, Papeteries de Malaucène, Fralib, Still-Montataire, Petroplus, Mreal, Lejaby, PSA : autant d'exemples de luttes pour la défense de l'emploi industriel.

Près de 350 000 emplois ont été supprimés durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy !

La crise du capitalisme financier a des conséquences lourdes sur notre économie. Elle s'attaque au socle de l'activité française : son industrie.

Le bilan est lourd et accablant : près de 900 usines françaises ont été fermées en 3 ans. C'est une saignée constante de notre industrie et de l'emploi.

Loin d'être le résultat d'une fatalité, il s'agit de la conséquence de choix politiques de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement qui hypothèquent gravement l'avenir et l'indépendance de la France.

SALARIES, CHOMEURS, PRECAIRES : AGISSONS POUR D'AUTRES SOLUTIONS

Le PCF, ses partenaires du Front de gauche et leur candidat commun à l'élection présidentielle Jean-Luc Mélenchon ont des propositions fortes qui touchent l'emploi directement, le pouvoir et l'argent :

- ◆ interdire les licenciements boursiers et instaurer un moratoire sur la déréglementation des services publics. Abolir la RGPP pour reconstruire des services publics efficaces et utiles à tous,
- ◆ supprimer le dispositif des heures supplémentaires,
- ◆ au projet de gouvernement sur le chômage partiel, opposer un projet de sécurisation de l'emploi, de la formation et des revenus du travail qui se présente comme une alternative au licenciement,
- ◆ donner des pouvoirs nouveaux, de contrôle et décisionnels pour les comités d'entreprises et les délégués du personnel notamment le droit de veto suspensif,
- ◆ contrôle strict des aides publiques et surtout réorientation du crédit, pour qu'il favorise le développement d'emploi, la formation et le tissu économique des PME-PMI. Ce crédit nouveau serait la mission de Fonds publics régionaux, d'un pôle financier public et d'une BCE transformée,
- ◆ mettre fin aux exonérations patronales et sociales, indispensables au financement de notre protection sociale.

Lancement de la Campagne du Front de Gauche

et de son candidat Jean Luc Melenchon

Jeudi 19 Janvier 2012 à 18 heures 30

Salle du Rex, Rue des paroissiens à **MONTFAVET**

avec Pierre LAURENT, secrétaire national du PCF, Président du Conseil National de Campagne du Front de Gauche

**Luc LEANDRI, Conseiller Régional, Parti de Gauche
Jacques LERICHOME, Conseiller Régional, Gauche Unitaire**

Le PCF dans le sud Luberon :
Section PCF du Sud Luberon BP 57 84122 PERTUIS CEDEX
Site Internet de la Section : <http://www.pcf-sudluberon.net/>
Messagerie de la Section : pcf.sudluberon@orange.fr



